



L'appel à «tirer» sur les immigrants suscite l'approbation de la foule lors d'un rassemblement pour Trump

Par [Eric London](#)

Mondialisation.ca, 14 mai 2019

[wsws.org](https://www.wsws.org) 10 mai 2019

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#)

Lors d'un rassemblement de campagne mercredi à Panama City, en Floride, des milliers de partisans de Trump ont ri et se sont réjouis lorsqu'un spectateur a crié que les États-Unis devraient «tirer» sur les immigrants qui tentent de traverser la frontière entre les États-Unis et le Mexique.

L'interruption est survenue alors que Trump déplorait que les États-Unis ne pouvaient pas «laisser[les soldats et les patrouilles frontalières] utiliser des armes» contre les immigrants à la frontière. Quand le partisan a crié «Tirez-leur dessus!» Trump s'est arrêté et s'est esclaffé. «C'est seulement dans le Panhandle que l'on peut s'en tirer avec une telle déclaration», a-t-il dit en faisant référence à la partie nord-ouest de la Floride.

Quelques minutes plus tôt, Trump avait lancé un appel démagogique au sentiment anti-immigrant dans des mots écrits par son conseiller fascisant Stephen Miller:

«Les démocrates disent qu'ils se soucient des pauvres, mais leurs politiques d'ouverture des frontières font baisser les salaires, drainent les services sociaux et nuisent aux Américains les moins bien nantis plus qu'à quiconque», a-t-il dit, mentant sur le fait que son administration a sabré des milliards dans les programmes sociaux pour accroître les profits des entreprises américaines. Les immigrants sont des «gens durs» qui «envahissent» les États-Unis, a dit Trump. Ils «apportent le crime» et commettent des actes pires que le «viol».

Cet épisode est passé presque inaperçu dans les médias corporatifs, aucune mention n'y étant faite dans le *New York Times*. Les publications qui ont fait référence à ce commentaire l'ont minimisé comme une «plaisanterie». En réalité, le partisan anonyme de Trump qui a appelé à l'exécution des immigrants ne faisait que répéter la déclaration faite par le président le 1er novembre 2018 selon laquelle les militaires devraient tirer sur les membres de la caravane des migrants s'ils tentaient de traverser la frontière.

Lors du rassemblement de Panama City, Trump a également déclaré qu'il pourrait rester en fonction pendant «10 ou 14 ans», faisant écho à son tweet de dimanche affirmant qu'il pourrait annuler les élections de 2020 et prolonger son mandat de deux ans supplémentaires. La presse a également présenté cette grave menace contre la démocratie américaine comme une «plaisanterie».

Les efforts de Trump pour encourager le développement d'un mouvement d'extrême droite contre les immigrants sont un élément essentiel de cette stratégie autoritaire et extraconstitutionnelle.

Trump mobilise des réseaux de véritables fascistes. *Young Turks*, une chaîne de nouvelles sur YouTube, a publié des rapports de police révélant les opinions politiques des membres de plus de 200 groupes de milices qui sévissent à la frontière. Armand Delgado Gonzalez, un ancien combattant et milicien de 52 ans, a arrêté un groupe d'immigrants et a dit: «Pourquoi les appréhendons-nous plutôt que de les aligner et de les abattre ? Nous devons retourner à l'époque hitlérienne et les mettre tous dans une chambre à gaz.»

De tels éléments fonctionnent non seulement à l'extérieur du gouvernement, mais aussi à l'intérieur de celui-ci. L'association de défense des droits des immigrants RAICES a intenté la semaine dernière une action en justice montrant que le gouvernement empêche les immigrants détenus de rendre visite à leurs avocats au centre de détention de Karnes, au Texas. À la frontière entre les États-Unis et le Mexique, des agents ont arrêté un immigrant qui demandait l'asile ainsi que la volontaire qui l'accompagnait. Lorsque la volontaire a dit aux agents frontaliers d'appeler son avocat, l'agent a répondu: «Dites à votre avocat de venir ici. Nous l'arrêterons aussi.»

Le Parti démocrate est resté silencieux à propos de ces horreurs. En fait, les démocrates n'ont même pas été en mesure de faire approuver un projet de loi modéré pour protéger les immigrants amenés aux États-Unis en tant qu'enfants par le comité judiciaire de la Chambre des représentants, pourtant contrôlé par les démocrates. La mesure, qui aurait certainement échoué au Sénat sous contrôle républicain, a été rejetée par les démocrates membres du comité et n'a pas pu être soumise à la Chambre des représentants pour un vote de tous ses membres.

Politico a écrit que les démocrates «attribuaient en partie le retard au fait que le panel s'était concentré sur le rapport du conseiller spécial Robert Mueller». Jamie Raskin, membre démocrate du Maryland au Congrès, a déclaré: «Et bien, nous sommes occupés. Nous essayons de restaurer la loi et l'ordre en Amérique.»

Ces déclarations exposent l'impact de l'obsession du Parti démocrate pour les allégations concernant les liens de Trump avec la Russie. La campagne anti-Russie, qui fait appel aux mêmes craintes xénophobes que le dénigrement des immigrants par Trump, éclipse toutes les questions qui ont un impact sur la vie de millions de travailleurs, immigrants ou non. La présidente démocrate de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, a même déclaré mercredi à un forum du *Washington Post* que le «mur frontalier de Trump fait partie des discussions au sujet de l'immigration».

Pendant ce temps, l'administration Trump lance un appel au Congrès pour des milliards de dollars en fonds d'urgence afin d'augmenter le nombre de lits dans les centres de détention pour immigrants, invoquant une «crise» à la frontière sud.

La véritable crise est celle que des millions de travailleurs d'Amérique centrale et du Mexique cherchent désespérément à fuir. Cette crise est le produit de l'extrême inégalité, de la guerre et des régimes dictatoriaux imposés aux travailleurs et aux paysans appauvris par l'impérialisme américain.

Les tensions sociales explosives qui s'accumulent en Amérique latine sont illustrées par le

Honduras, où des grèves et des manifestations de masse d'étudiants, d'enseignants et d'infirmières ont éclaté dans tout le pays ces dernières semaines. Lorsque des dizaines de milliers de travailleurs ont protesté au début du mois contre le plan du Fonds monétaire international visant à privatiser l'enseignement public et les soins de santé, le président Juan Orlando Hernández a déployé la police antiémeute, formée par les États-Unis, qui a tiré à balles réelles sur des manifestants et blessé des dizaines de personnes dans une répression brutale. Hernández est le successeur de Porfirio Lobo Sosa, qui avait été mis en place après le coup d'État de 2009 orchestré par l'administration Obama.

Les travailleurs, battus et détenus par le gouvernement dans leur pays d'origine, traversent ensuite le Mexique pour faire face à la perspective d'être détenus et victime de violence de la part du gouvernement américain.

Mais les conditions sont si désespérées que des masses de gens continuent de faire le dangereux voyage vers le nord. Selon des chiffres récents, les États-Unis ont arrêté 100.000 immigrants à la frontière entre les États-Unis et le Mexique en avril. Il s'agit du nombre total d'arrestations mensuelles le plus élevé depuis 2007, et le gouvernement est en voie d'arrêter plus d'un million d'immigrants en 2019.

Le pourcentage d'arrestations d'enfants et de familles a grimpé en flèche. Selon le Bureau de Washington pour l'Amérique latine, 60.000 des 100.000 personnes arrêtées en avril 2019 voyageaient en famille et 10.000 autres étaient des enfants voyageant seuls. Au cours des décennies précédentes, 90 à 95 % des personnes appréhendées étaient des hommes adultes voyageant seuls.

Ce changement montre que si les immigrants de la période précédente voyageaient peut-être à la recherche de travail, la plupart voyagent maintenant parce qu'ils craignent la mort ou la torture aux mains d'escadrons de la mort soutenus par les États-Unis ou de cartels transnationaux de la drogue. Quelque 40 ans après les guerres civiles déclenchées par les États-Unis au Nicaragua, au Salvador et au Guatemala, la région a été complètement dévastée par le capitalisme américain.

Eric London

Article paru en anglais, WSWWS, le 10 mai 2019

La source originale de cet article est [wsws.org](http://www.wsws.org)

Copyright © [Eric London](http://www.wsws.org), [wsws.org](http://www.wsws.org), 2019

Articles Par : [Eric London](http://www.wsws.org)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de

recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca